

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JEAN-PAUL POISSON

Notre journal et la statistique notariale

Journal de la société statistique de Paris, tome 120, n° 1 (1979), p. 51-61

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1979__120_1_51_0

© Société de statistique de Paris, 1979, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

NOTRE JOURNAL ET LA STATISTIQUE NOTARIALE

Depuis près de trente ans le *Journal de la Société de Statistique de Paris* a joué un rôle prépondérant dans la naissance puis le développement de l'étude statistique des actes notariés comme nouvel instrument de recherche en sciences humaines, notamment en sociologie, en histoire et en économie. Ce rôle de notre Revue a été bien mis en évidence lors des débats du Colloque « Histoire et actes notariés » organisé les 3 et 4 mars 1978 par l'Université de Strasbourg II, dont nous rendrons compte lors de la publication des travaux. D'autre part le XV^e « Congrès international du Notariat latin » se tiendra à Paris en 1979. Il nous a semblé opportun d'apporter notre contribution à la préparation de ce Congrès en publiant dans le présent et dans un prochain numéro quatre articles qui proposent des angles d'approche divers pour l'étude statistique du corps notarial et des actes notariés; l'organisation d'une Exposition notariale pendant ce Congrès nous incite à consacrer l'un d'entre eux à l'étude iconographique du Notariat. L'ouverture en 1979 également d'une chronique régulière d'histoire notariale dans la « Revue d'histoire moderne et contemporaine », qui rendra compte des travaux de statistique notariale publiés par notre Journal, ne pourra qu'en accroître l'utilité et le rayonnement.

Jean-Paul POISSON

L'ACTIVITÉ NOTARIALE A PARIS EN 1751 PREMIÈRES DONNÉES STATISTIQUES GLOBALES

Jean-Paul POISSON

Ce texte fournit la première vue d'ensemble de l'activité notariale à Paris sous l'Ancien Régime au moyen du regroupement par nature de près de 63 000 actes régularisés en 1751 dans cette ville. Ce travail, permis grâce à l'établissement d'un fichier informatique par la Direction des Archives de France, confirme entre autres données l'importance prédominante du domaine économique, en particulier du crédit.

This text is the first review of the notarial activity in Paris under the Old Regime by means of grouping deeds executed in 1751 in this town. This work realized thanks to the setting-up of a computer file by the Direction des Archives de France, confirms among other data, the prevalence of the economic field, in particular the credit one.

Der vorliegende Text gibt die erste Gesamtübersicht über die Tätigkeit der pariser Notare unter dem « alten Regime » dank eine Zusammenstellung nach passenden Gruppen von 63 000 Notariatsakten, die im Jahre 1751 in Paris getätigt worden sind. Diese Studie wurde ermöglicht durch die Schaffung einer Karthothek durch die Direktion der staatlichen Archive. Diese Arbeit bestätigt unter anderem, dass die Akte in erster Linie wirtschaftliche Probleme behandeln und zwar Kreditprobleme.

La nature et l'importance de l'activité notariale à Paris sous l'Ancien Régime n'avaient jamais été encore étudiées globalement, de sorte que prédominaient les idées fausses sur celles-ci, notamment celle qui associait l'image du notaire avec le droit familial, contrats de mariage et testaments notamment. Nous avons nous-même, tant dans ce Journal qu'ailleurs, tenté de premières évaluations à partir du dépouillement de l'activité de quelques Offices (1) qui controuvaient cette opinion générale en montrant l'importance de l'activité économique, particulièrement de crédit, dans le notariat, le caractère minoritaire du droit de la famille et la grande faiblesse des activités spécifiques du droit d'Ancien Régime (Offices et Bénéfices);

1. Voir notamment dans « Annales - Économies, Sociétés, Civilisations » : « Le rôle socio-économique du notariat au xviii^e siècle : 4 offices parisiens en 1749 », 1972, n^o 3, et « L'activité notariale comme indicateur socio-économique : l'exemple de la Fronde », 1976, n^o 5; dans « xviii^e siècle » : « Introduction à l'étude du rôle socio-économique du notariat à la fin du xviii^e siècle : 3 offices parisiens en 1698 »; dans les Actes du 100^e Congrès national des Sociétés savantes (Paris, 1975) : « L'activité d'une étude d'affaires parisienne pendant la guerre de Succession d'Espagne »; et dans ce Journal : « Pour une étude statistique de la pratique notariale au xviii^e siècle : 2 offices parisiens en 1610 », 1971, n^o 1, et « Statistiques d'activité notariale à Paris au xviii^e siècle : premières données », 1973, n^o 1.

cependant l'activité notariale aboutissait à un trop grand nombre d'actes dispersés dans trop d'Offices pour qu'un travailleur isolé puisse en prendre une vue d'ensemble et la représentativité de nos échantillons pouvait toujours être discutée.

Or le service de l'Informatique de la direction des Archives de France, sous la responsabilité de M. Ivan Cloulas, conservateur en chef, et de M. Roger Gourmelon, conservateur ⁽¹⁾ après mise au point d'un programme informatique adapté à l'analyse des actes notariés (application « Minautore »), vient de mettre à la disposition des chercheurs un fichier contenant tous les actes passés en 1751 chez les notaires parisiens, classés en différents index : répertoire chronologique (9 752 feuillets); index des noms de personnes (22 049 feuillets); index des professions; répertoire des actes par nature (1 153 feuillets). Ces répertoires n'ont pas été établis pour permettre une recherche statistique globale, mais essentiellement pour faciliter aux utilisateurs la recherche des actes intéressant les personnes, affaires ou adresses dont ils avaient besoin pour leurs travaux. La direction des Archives de France se propose d'établir des index semblables de 10 ans en 10 ans pour la deuxième partie du XVIII^e siècle et éventuellement pour la première moitié du XIX^e; le travail est déjà en cours pour l'année 1761. Malgré la finalité de ce fichier qui n'était pas la nôtre et bien que son caractère pionnier ait été cause de quelques tâtonnements et imperfections pratiques, auxquelles il est remédié dans le travail en cours sur 1761, et aussi que des actes de contenu juridico-économique semblable soient souvent dispersés sous les appellations les plus diverses, notre pratique de ce type d'études nous a amené à penser que l'index des actes par nature pouvait après reclassement par nos soins dans la mesure du possible être utilisé pour fournir une première approche globale de l'activité notariale parisienne au milieu du XVIII^e siècle. L'expérience l'ayant confirmé, nous apportons dans la présente note les premiers résultats de cette analyse.

Le fichier comporte 62 666 documents juridiques. Ces chiffres ne correspondent pas exactement au nombre d'actes passés chez les notaires parisiens en 1751. En effet ils comptabilisent les 1030 « pièces jointes » à des actes, qui présentent un intérêt pour les chercheurs mais n'ont pas été dressés directement par les notaires, d'autre part les archives de 4 offices notariaux parisiens sur les 122 alors existant ont été détruites et n'ont pu être prises en compte, enfin il ne s'agit que des actes reçus en minute (c'est-à-dire dont le notaire doit garder l'original). Compte tenu de ces éléments, chaque office a dressé en moyenne 522,33 actes en minute cette année-là, ce qui correspond à 63 725 actes pour l'ensemble du notariat parisien. A ceux-ci il faudrait ajouter les actes dressés en brevet, c'est-à-dire dont le notaire a remis l'original au client sans le garder dans ses archives; l'étude quantitative des actes reçus en brevet n'a pas encore été menée; en attendant qu'elle le soit, il semble que sur la base de quelques répertoires d'actes en brevet examinés parmi ceux qui subsistent, on puisse l'évaluer provisoirement à environ 15 % du nombre des actes en minute, ce qui porterait le total des actes reçus par les notaires parisiens en 1751 à plus de 73 000.

Notre étude ne portera évidemment que sur les 62 666 documents juridiques figurant au fichier. Selon les critères utilisés dans l'article de ce Journal sur l'année 1749 paru en 1973, auquel nous renvoyons à cet égard, nous les répartirons en 4 catégories : 1^o Actes relatifs au crédit, 2^o Autres actes de nature économique, 3^o Actes relatifs au droit de la famille, 4^o Actes de droit d'Ancien régime; à celles-ci s'ajoutent les actes auxiliaires (tels que procurations de nature non précisée) et ceux dénommés de façon trop imprécise ou générale pour être classés, dont la répartition a toutes chances d'être approximativement proportionnelle à

1. Nous les remercions de leur bon accueil lors de la préparation du présent travail.

celle des actes qui ont pu être catégorisés. Les actes relatifs au crédit distinguent chaque fois que possible le crédit public du crédit privé; le droit familial est scindé en 3 catégories, selon qu'il s'applique au mariage et à la vie conjugale, aux actes à titre gratuit et finalité de dernière volonté ou aux actes de règlement de succession; les actes de droit d'Ancien Régime sont distingués autant qu'il est possible entre ceux afférents à des questions civiles (droit nobiliaire et des offices) et ceux relatifs aux questions ecclésiastiques. Leur répartition par rang quantitatif décroissant à l'intérieur de chaque catégorie figure dans les 4 annexes à la présente note. Le tableau I ci-après résume cette répartition en nombres et en pourcentages.

TABLEAU I

Types d'actes	Nombres	Actes économiques	% (actes classables)	% (total des actes)	
Crédit.	19.550	32.410	41,04	31,20	
Autres actes économiques	12.860		27,00		} 51,72
Droit de la famille	13.616		28,58		
Droit d'Ancien Régime	1.610		3,88		
Total des actes catégorisables	47.636		100	23,98	
Actes non classables	15.030			100	
Total des actes	62.666				

On voit qu'il confirme nos travaux partiels antérieurs, montrant que le domaine économique (plus de 68 % de l'activité d'ensemble connue) domine largement dans le notariat parisien, avec forte prédominance à l'intérieur de celle-ci des opérations de crédit, que le domaine du droit familial ⁽¹⁾ est minoritaire malgré le fait qu'un règlement de succession s'étale généralement dans le temps en requérant toute une séquence d'actes pour une affaire unique, que le droit d'Ancien Régime enfin joue un rôle très faible (les transmissions de charges et offices en particulier ne représentent qu'un peu plus de 1 % du nombre des actes classables). La représentativité de ce classement est encore améliorée, d'une part si l'on remarque que plus de 5 000 actes non classés (soit le tiers d'entre eux) sont constitués par trois types de pièces auxiliaires (procurations, pièces jointes, dépôt de pièces) se répartissant vraisemblablement en proportion des actes auxquels ils s'appliquent, d'autre part, qu'il y a des actes que sans certitude absolue mais avec une grande probabilité pour une majorité d'entre eux on pourrait classer dans les actes de crédit et dans les actes successoraux; pour les actes de crédit il s'agit de 305 actes (181 titres nouveaux en rapport avec des rentes privées et 124 dépôts de certificats de vie, en général faits pour permettre de toucher des arrérages de rentes); pour les actes successoraux il s'agit de 1 068 actes (754 notoriétés non précisées mais dont une grande part doit être consécutive à des décès, 131 titres nouveaux en rapport avec des règlements successoraux, 183 actes divers intéressant des successions); ces additions porteraient le nombre des actes classables dans le crédit à 19 855 (31,68 % du total des actes), ceux classables dans le droit de la famille à 14 684 (23,45 % du total des actes), en réduisant le nombre des actes inclassables (y compris les 5 000 actes connus comme

1. Pour apporter notre contribution aux divers travaux en cours sur les contrats de mariage et les testaments, signalons que les 3418 contrats de mariage correspondent à 5,55% du total des actes et 7,17 % des actes classables, que les 1036 testaments notariés et olographes déposés correspondent à 1,68 % du total des actes et à 2,17 % des actes classables, et que les 1769 actes de disposition à titre gratuit (testaments, donations et actes assimilables) correspondent à 2,87 % du total des actes et 3,71 % des actes classables.

simples auxiliaires, représentant à eux seuls 7,98 % du total) à 13 657, soit 21,79 % du total.

Il sera possible par comptage de chacune des catégories d'actes de déterminer le rythme d'activité saisonnière du notariat parisien globalement dans chaque domaine. Nous nous sommes borné ici à compter mois par mois plusieurs groupes d'actes (de façon non exhaustive, mais en nous limitant à ceux dont la dispersion dans le fichier était faible), savoir : 1 694 obligations (pour voir s'il y avait une évolution saisonnière dans les besoins ou disponibilités de capitaux), 2 051 inventaires après décès (en vue d'une étude de la mortalité par saison), 2 763 procurations (considérées comme ayant vraisemblablement un rythme d'activité comparable à celui de l'ensemble global puisqu'elles peuvent être nécessaires dans toutes les catégories d'actes) et les 3 418 contrats de mariage. Les résultats obtenus figurent au tableau II.

TABLEAU II

Types d'actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Obligations	166	148	178	142	135	124	152	184	142	120	121	182
Inventaires	148	118	195	181	202	196	205	170	137	177	154	173
Procurations	170	184	278	267	282	249	280	282	240	208	150	173
Contrats de mariage . . .	381	421	76	230	319	259	305	278	267	306	447	129

La répartition des procurations confirme bien les données de nos travaux partiels antérieurs, selon lesquelles la période de haute activité du notariat parisien se plaçait à la belle saison (il y a toujours au moins 240 actes mensuels de cette nature de mars à septembre) et celle de basse activité à cheval sur l'automne et l'hiver (jamais plus de 173 actes dans le trimestre novembre-janvier; jamais plus de 208 d'octobre à février); les résultats du comptage des obligations sont insuffisants pour conclure (il aurait fallu pouvoir y ajouter les constitutions de rentes entre particuliers); bien que ceux relatifs aux inventaires après décès soient ambigus (il aurait fallu pouvoir y ajouter la masse des actes de notoriété après décès), leur nombre plus élevé entre mars et août que pendant le surplus de l'année peut correspondre (les inventaires étant faits le plus souvent peu de jours après le décès) peut-être plutôt à la mortalité plus grande au printemps et en été (à cause des troubles intestinaux microbiens dus aux conséquences de la chaleur qui ne touchaient pas seulement les jeunes enfants) qu'à l'activité notariale élevée à cette période; mais pour ces deux catégories d'actes une enquête plus étendue sera à reprendre. Quant aux contrats de mariage leur répartition saisonnière confirme de manière particulièrement nette l'influence de l'Église sur les unions matrimoniales, interrompues pendant le Carême et la période de l'Avent, et avancées aux mois de février et de novembre plus encore que reportées aux mois suivants.

Une autre approche de l'activité notariale peut être utilisée. Le service de l'informatique des Archives de France a établi pour les besoins de son fichier une liste des 983 types d'actes observés (dont certains recouvrent d'ailleurs sous des dénominations différentes une réalité juridique semblable, et inversement, ce qui maintient une zone d'indétermination). Ils ne peuvent correspondre rigoureusement à l'activité notariale, d'une part du fait que les règlements de successions requièrent souvent un grand nombre de genres d'actes qui gonflent la quantité de ceux se rapportant au droit familial, d'autre part que certains types sont représentés par très peu d'actes. Il est néanmoins intéressant de constater, en restant à cet égard au niveau de la statistique non paramétrique, que l'ensemble des actes de nature éco-

nomique (avec prédominance à l'intérieur de ceux-ci des actes de crédit) se classe toujours en tête, suivi par les actes familiaux et en dernier lieu par ceux spécifiques de l'Ancien Régime. Leur détail figure au tableau III.

TABLEAU III

Types d'actes	Nombres	%	Nombres (après regroupement)	% (id)
<i>A. Actes classables</i>				
Crédit	215	32,38	} 361	54,37
Autres actes économiques	146	21,99		
Famille	232	34,94		
Ancien Régime (actes ecclésiastiques)	37	5,57		
Ancien Régime (non ecclésiastiques)	34	5,12	} 71	10,69
Total	664	100	664	100
<i>B. Totalité des actes</i>				
Crédit	215	21,87	} 361	36,72
Autres actes économiques	146	14,85		
Famille	232	23,60		
Ancien Régime (actes ecclésiastiques)	37	3,77		
Ancien Régime (non ecclésiastiques)	34	3,46	} 71	7,23
Indéterminés	319	32,45	319	32,45
Total	983	100	983	100

Signalons enfin que des études particulières peuvent être menées sur diverses catégories d'actes. A titre d'exemple on citera les actes relatifs aux sociétés, dont les objets sociaux sont mentionnés dans 131 cas. Ils concernent l'activité de production industrielle ou de transport dans 74 cas ⁽¹⁾, l'activité commerciale dans 49 cas et l'exploitation ou la ferme des revenus de charges et offices ou revenus nobiliaires et ecclésiastiques dans 8 cas seulement. Ces résultats s'intègrent bien dans ceux plus généraux qui précèdent.

Le développement de l'exploitation statistique dans le sens indiqué en cet article des divers fichiers informatiques établis pour 1751 permettra d'accroître sensiblement notre connaissance de l'activité notariale à Paris au milieu du XVIII^e siècle et, à travers elle, ce qui en constitue l'intérêt essentiel, celle de l'activité socio-économique d'alors qu'elle ne fait que traduire. L'établissement des fichiers décennaux postérieurs permettra plus facilement encore en raison des améliorations techniques intervenues de connaître les grandes lignes de l'activité sociale de la deuxième moitié du XVIII^e siècle et de mieux situer chaque activité particulière à l'intérieur de l'ensemble. Dès à présent les résultats qui précèdent permettent de confirmer ceux de nos travaux partiels antérieurs, montrant l'importance du notariat comme source de données quantifiables pour les sciences humaines (le chiffrage pour 1751 correspondrait pour les seuls actes en minute et pour la période 1701-1790 à un total d'environ 5 750 000 actes dont chacun d'entre eux contient souvent plusieurs dizaines d'éléments eux-mêmes quantifiables), le rôle prédominant du domaine économique, particulièrement de crédit, dans l'activité notariale ⁽²⁾, la faible importance du droit d'Ancien Régime, le rôle

1. Dont plusieurs témoignent d'innovations technologiques soit pour l'époque soit pour la France (« nouveau moulin à farine », « nouveau vernis », « poterie de terre façon d'Angleterre », « fabrication de porcelaine fine », etc.).

2. Rappelons qu'on compte au moins 8859 prêts directs (dont 6173 semblent être entre particuliers) en 1751. Ce caractère s'affirmerait encore plus si les actes en brevet avaient pu être pris en compte, de nombreuses obligations (et plus encore de quittances) étant établies en brevet; à titre de simple illustration on notera que l'on serait vraisemblablement sur cette base dans l'ordre de grandeur d'environ un million de prêts notariés à Paris pour un siècle.

insignifiant du commerce des Offices qu'on avait accusé à tort de détourner les disponibilités financières des activités productives, l'intérêt au contraire pour celles-ci chez les investisseurs, l'importance de la « chambre de compensation du crédit » que formait en fait le notariat au moyen des opérations de prêts et de constitutions, qui le rendait peut-être comparable comme instrument économique au système bancaire actuel, et en tout cas nous présente une image bien différente de celle qu'on se fait trop souvent du notariat d'ancien type à travers la littérature et le théâtre, plus « moderne » et traduisant une société elle-même plus moderne qu'on l'a cru trop souvent (1).

Annexe I

ACTES DE CRÉDIT (19 550 actes)

A. Crédit privé (regroupement en 43 catégories)

4 265	Constitutions	14	Actes divers en rapport avec obligations
1 894	Obligations	12	Réductions de créances et rentes
1 428	Transports de rentes	12	Remises et abandons de dettes et rentes par créanciers
824	Quittances de rachat	11	Actes divers en rapport avec délégations
754	Cautionnements	11	Délibérations de créanciers et quittances
552	Quittances aux Consignations	9	Unions et conventions entre créanciers
522	Transports entre particuliers de rentes publiques	8	Constitutions de rentes sur la Compagnie des Indes
368	Délégations	8	Décharges d'hypothèques et saisies
101	Transports d'obligations et créances	7	Délaissements de rentes
90	Indemnités	6	Ventes à réméré
87	Actes divers en rapport avec rentes (dont 19 contre-lettres)	6	Liquidations de créances
60	Actes divers par union de créanciers	5	Offres réelles
45	Contributions entre créanciers	4	Nantissements
44	Atermoiements et sursis à poursuites par créanciers	3	Actes en rapport avec quittances privées
42	Unions de créanciers	2	Translations d'hypothèques
38	Dépôts d'espèces à unions de créanciers	2	Amortissements
28	Contre-lettres à transports de rentes et obligations	2	Approbations de paiement
28	Dépôts de bilans, créances et billets	1	Conversion de rente
25	Actes divers en rapport avec cautionnements (dont quittances d'indemnités)	1	Extinction de créance
24	Distributions de deniers et ordres entre créanciers	1	Liste des lots d'accroissement pour 1751 des rentes de la C ^{le} des Indes
14	Consentements par créanciers	1	Liste de gagnants de loterie
		1	Saisie

Total : 11 360

1. Nous profiterons également de cet article pour rappeler comme nous l'avons fait ailleurs l'importance trop méconnue du donné notarial pour la démographie historique; celle-ci ne peut continuer à ignorer une source qui fournit à Paris chaque année les références de plusieurs milliers de mariages, de plusieurs milliers de décès et de nombreux renseignements sur la fécondité des couples, sous prétexte que la collecte et le traitement de ce donné semblent plus complexes que celui des actes d'état civil.

B. Crédit public (regroupement en 18 catégories)

2 523	Constitutions sur le Roi	201	Quittances au Clergé
98	Constitutions sur la ville de Paris (emprunts divers)	95	Quittances aux États de Languedoc
41	Constitutions sur le Clergé	52	Quittances à la Ville de Paris
13	Constitutions sur États de Bretagne	31	Quittances aux États de Bourgogne
7	Constitutions sur États de Bourgogne	2	Quittances à la Ville de Lyon
2	Constitutions sur États de Languedoc	1	Quittance aux États de Bretagne
2	Constitutions sur Faculté de Médecine	62	Quittances à Caisses publiques diverses
765	Reconstitutions de rentes diverses	55	Actes divers en rapport avec les rentes publiques (dont 18 contre-lettres)
410	Quittances au Roi	3	Actes divers relatifs à tontines

Total : 4 363

C. Crédit sans détermination publique ou privée connue

3 819	Quittances et remboursements
8	Actes en rapport avec quittances

Total : 3 827

Annexe II

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AUTRE QUE DE CRÉDIT

(57 catégories)

5 108	baux de toutes catégories	26	conventions et déclarations diverses intéressant l'activité économique
2 554	ventes	22	adjudications de biens meubles et immeubles ou de marchés
1 685	actes d'apprentissage	19	actes divers en rapport avec adjudications
1 354	cessions et transports	17	actes en rapport avec cessions et transports (dont 6 contre-lettres)
256	cessions et transports de baux	17	actes en rapport avec devis et marchés
252	dépôts d'espèces et de loyers	13	dissolutions de sociétés
199	résiliations et désistements de baux	10	congés et acceptations de congés
196	sous-baux	9	comptes afférents à activités économiques
176	alloués	9	résiliations d'apprentissage
129	constitutions de sociétés	8	sous-traités
126	devis et marchés	6	actes divers relatifs aux apprentissages
97	échanges	5	délibérations de sociétés et associations
92	transports d'intérêts dans sociétés	5	actes divers en rapport avec associations pour exploitations commerciales
79	transports d'apprentissages	5	sentences arbitrales
76	actes divers en rapport avec baux (dont 27 contre-lettres)	5	actes divers en rapport avec ventes
47	conventions et déclarations relatives aux immeubles et fonds de commerce	5	actes divers en rapport avec sous-baux
46	actes divers en rapport avec ventes (dont 21 contre-lettres)	5	contre-lettres à subrogations
38	actes divers en rapport avec sociétés	5	conventions de mitoyenneté
35	prorogations de baux	5	actes divers en rapport avec échanges
32	ratifications de ventes	4	baux emphytéotiques
29	soumissions	4	dépôts d'états de marchandises ou de factures
27	subrogations diverses		

4 associations pour activités économiques	1 permission d'exploitation de mine de charbon
3 commissions pour activités économiques	1 procuration pour expertise de réparations immobilières
2 contrats d'assurances	1 convention entre associés
2 actes relatifs aux dépôts d'espèces	1 ratification d'afféagement
2 ratifications de baux emphytéotiques	1 admission pour gain de deniers
2 engagements d'employés	1 renonciation à augmentation de gages
1 démission de Bourse	
1 contre-lettre à sous-traité	

Total : 12 860

Annexe III

DROIT DE LA FAMILLE (13 616 actes)

A. Actes en rapport avec mariage et vie conjugale (regroupés en 21 catégories)

3 418 contrats de mariage	2 rétablissement et réhabilitation de communauté
66 dépôts de baptistaires	1 mainlevée d'opposition à mariage
47 dépôts d'actes et contrats de mariage	1 dépôt de promesse de mariage
21 sommations respectueuses	1 désistement de contrat de mariage
11 séparation de corps	1 quittance de dot
10 actes en rapport avec contrats de mariage	1 séparation de biens
7 consentements à mariage	1 égalemeut de constitution
7 émancipations	1 légitimation
6 constitutions de dot	1 engagement de précepteur
5 pensions alimentaires	1 consentement à modification de nom
	1 désistement d'instance pour rupture de promesse de mariage

Total : 3 610

B. Actes à titre gratuit et dernière volonté (regroupés en 16 catégories)

798 testaments	9 actes divers en rapport avec donations
448 donations	8 actes divers en rapport avec testaments
238 dépôts de testaments	6 actes divers en rapport avec avancements d'hoirie
171 dons mutuels	6 affranchissements d'esclaves
60 fondations et assimilables	5 révocations de testaments
39 codicilles	5 exhérédatiions et actes en rapport
15 avancements d'hoirie	2 acceptations de testaments

Total : 1 810

C. Actes de réglemens successoriaux (regroupés en 47 catégories)

2 195	inventaires	25	actes divers en rapport avec les tutelles
1 174	renonciations et abstentions à successions, legs et donations	22	procurations pour avis de parents
809	dépôts de pièces successorales diverses	13	ratifications successorales non précisées
781	notoriétés après décès	12	actes de règlement de communauté
493	partages	9	actes ayant trait au retrait lignager
440	transports de droits successifs	8	conventions après partages
338	délivrances de legs et de dons mutuels	7	reconnaisances
301	liquidations de successions	6	arrangements de famille
212	comptes successoraux	6	indemnités
170	dépôts d'actes de décès	6	actes se rapportant aux licitations
169	transactions et accords sur successions	5	actes en rapport avec les inventaires
118	mainlevées d'oppositions	4	restitutions de dot et propres
114	consentements et acceptations (successions et exécutions testamentaires)	4	ventes après décès
110	renonciations à communauté	4	actes en rapport avec transports de droits successifs
106	comptes d'exécution testamentaire et actes en rapport	4	ratifications (de legs, renonciation, compte d'exécution testamentaire, tutelle)
95	licitations	3	autorisations d'acceptation successorale
89	avis de parents et actes en rapport	2	consentements (à exécution testamentaire et à liquidation)
72	décharges de sommes et pièces	1	P.V. d'absence
65	procurations pour régler successions	1	P.V. de pesée d'argenterie
55	actes successoraux non précisés	1	états de biens
54	dépôts et distributions d'espèces (dont loyers)	1	addition d'hérédité
53	comptes de tutelle et curatelle	1	dépôt d'extrait de partage
36	dépôts d'inventaires et actes assimilables	1	désistement de tutelle
		1	dépôt de certificat sur le droit successoral hollandais.

Total : 8 196

Annexe IV

ACTES DE DROIT D'ANCIEN RÉGIME (1 610 actes)

A. Actes de nature ecclésiastique (regroupement en 32 catégories)

136	nomination à bénéfices	5	consentements à permutations
78	résignations de bénéfices	5	établissements de religieuses
76	réitérations de grades	5	démissions de bénéfices
59	présentations à bénéfices	4	cessions d'indult
44	prises de possession de bénéfices	3	concessions de places d'églises
37	provisions de bénéfices	3	déclarations (sur concession de chapelle, nomination à cure et vicariat)
37	notifications de grades	2	agrégations à communautés
29	titres cléricaux	2	protestations concernant vœux religieux
23	contrats d'ingression	2	nomination (sacristain et marguillier)
20	professions de foi religieuse	1	acte capitulaire
15	permutations de bénéfices	1	certificat d'abjuration
13	réquisitions en rapport avec droit ecclésiastique	1	notification d'indult
11	informations	1	acquiescement à canonicat
9	élections à fonctions religieuses	1	dépôt de la Bulle Unigenitus à la cathédrale d'Auxerre
9	collations de bénéfices	1	P.V. de guérison miraculeuse
8	notoriétés de profession de foi		
6	procurations pour résigner bénéfices		

Total : 584

B. Actes de nature civile (regroupement en 13 catégories)

481	ventes et traités de Charges et Offices	1	bail d'Office
319	déclarations de cens	1	cession de jouissance d'Office
107	foi et hommages	1	contre-lettre de survivance
25	aveux et dénombremens	1	démission d'Office
23	actes divers concernant les Offices	1	déclaration de fidélité
8	traités des restes	1	convention concernant érection de duché
4	dépôts de brevets de retenue		

Total : 973

C. Actes de droit d'Ancien Régime non classables en A ou B.

52	démissions de bénéfices et offices (sans plus de précisions)
1	procuracion ad resignandum

Total : 53